

La France est-elle vraiment «le pays où la charge des impôts est la plus forte» ?

Par [Pierre-Loeiz Thomas](#)

Publié le 22/09/2024 à 18:00, Mis à jour hier à 16:26



Les recettes fiscales nettes de la France se sont élevées à 543 milliards d'euros en 2023. *via REUTERS / STEPHANE DE SAKUTIN*

LA VÉRIFICATION - Fraîchement nommé à Matignon, le premier ministre envisagerait une hausse des prélèvements pour rétablir le budget national, tout en soulignant que la pression fiscale est déjà très élevée en France. Qu'en est-il vraiment ?

C'est un refrain qui connaît un regain de popularité : la France serait championne des impôts. Alors que Michel Barnier pourrait bien être tenté [d'utiliser le levier fiscal](#) pour rétablir le budget de l'Hexagone, une partie de la classe politique s'émeut d'une pression fiscale déjà élevée en France.

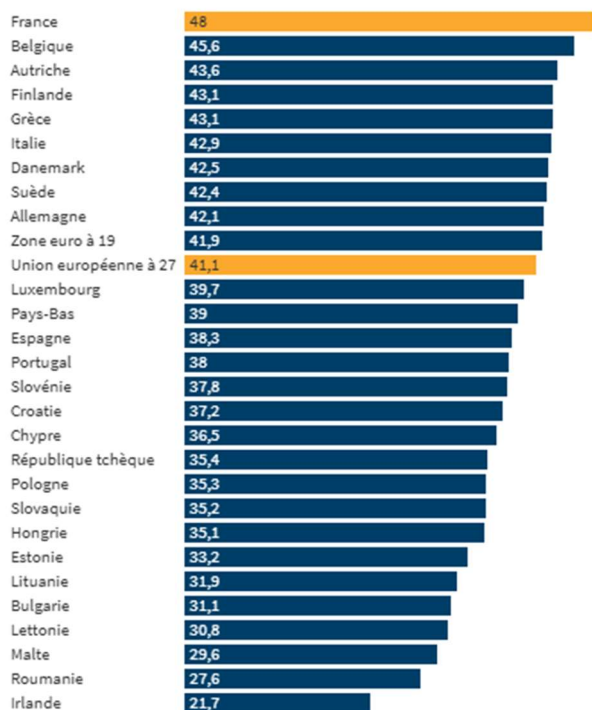
Plusieurs ministres sortants ont exprimé ouvertement leur désaccord sur une possible augmentation des impôts, Gérald Darmanin en tête. Le ministre de l'intérieur démissionnaire a juré qu'il était *«hors de question»* d'*«entrer»* dans un gouvernement qui mettrait en œuvre cette politique, ni même de le *«soutenir»*, a-t-il insisté ce mercredi 18 septembre sur France 2. Face à la fronde, Michel Barnier a été contraint de réagir : la *«situation budgétaire est très grave»*, a-t-il notamment glissé à l'Agence France-Presse (AFP), et *«mérite mieux que des petites phrases»*. Le nouveau premier ministre a tout de même reconnu que *«nous sommes le pays où la charge des impôts est la plus forte.»* Est-ce vraiment le cas ? *Le Figaro* s'est penché sur la question.

Malgré les tentatives d'Emmanuel Macron de se défaire de la surimposition française ([suppression de l'ISF](#) et de [la taxe d'habitation](#), réforme de la fiscalité sur le capital, baisse de l'impôt sur les sociétés, [de l'impôt sur le revenu](#), et des impôts de production), les taxes françaises ont la peau dure. Une comparaison ne peut toutefois pas s'appuyer sur les différences de recettes fiscales nettes récoltées par les pays - 829,8 milliards d'euros en 2023 en Allemagne, 543 milliards d'euros la même année en France -, mais sur le poids des prélèvements obligatoires sur le produit intérieur brut (PIB).

Selon les données d'Eurostat, la France se place en tête des pays affichant [les taux de prélèvements obligatoires \(PO\) les plus élevés de la zone euro](#). Un temps détrôné par le Danemark, l'Hexagone a repris la première place. En 2022, ainsi, le poids des prélèvements obligatoires s'établissait à 48,0% du produit intérieur brut (PIB) en France contre 41,1% dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays. L'Hexagone était ainsi loin devant ses voisins, dont l'Italie, l'Autriche ou l'Espagne. Pire encore, malgré les efforts récents, Paris ne parvient pas à baisser son pourcentage, établi, déjà en 2017, à 48,3%, et en 2019 à 47,1%. Et *«seulement»* à 44,2% en 2010... Un taux déjà bien supérieur à la moyenne de l'Union, à l'époque fixée à 39,1%.

Poids des prélèvements obligatoires au sein de l'Union européenne

En % du PIB en 2022



Source: Eurostat



Des cotisations sociales élevées

Selon la définition de l'Insee, ces prélèvements obligatoires contiennent «*les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques sans aucune contrepartie directe et immédiate.*» L'impôt dont le rendement est le plus important en France reste la taxe sur la valeur ajoutée avec 208,4 milliards d'euros en 2023. Elle qui représente près de la moitié des recettes fiscales (qui contiennent les impôts et les taxes).

Les cotisations sociales pèsent quant à elles un tiers des prélèvements obligatoires (environ 410 milliards d'euros en 2023). Elles représentent 14,7% du PIB, contre 16,1% en Allemagne, qui conserve la première place en Europe. La France se situe toutefois au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (13,0%) et loin devant les pays scandinaves qui se démarquent par une part très faible des cotisations sociales, comme en Suède où elles ne représentent que 3,1 % du PIB.

Des différences selon les classes sociales

Dans le détail, la charge fiscale mentionnée par Michel Barnier diffère également selon les classes sociales. Selon [une étude de l'institut allemand Ifo](#), «*la France, la Pologne, l'Italie, le Luxembourg, la Suède et l'Autriche imposent les revenus de leurs classes moyennes à des taux très proches de la moyenne européenne.*» Au fond du classement établi par l'institut, on retrouve le Danemark, la Belgique, la Slovaquie ou encore l'Allemagne. Dans ces quatre pays, le taux d'imposition des ménages individuels de la classe moyenne était supérieur à 40%. Pour calculer cette charge fiscale effective des classes moyennes, les auteurs ont pris en compte l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales obligatoires mais aussi les transferts sociaux reçus.

Concernant les classes sociales les plus aisées, l'Hexagone possède un taux parmi les plus élevés. «*Avec un taux de 64%, la France est au deuxième rang de l'OCDE pour la taxation des salaires des personnes gagnant 20 fois le salaire moyen, derrière la Belgique (67%) et devant la Finlande et la Slovaquie (63%). Le taux allemand est de 47%*», notait le site spécialisé Fipeco dans une étude publiée en octobre 2023.

Un système de redistribution important

La contrepartie de ces taux de prélèvements obligatoires élevés reste une redistribution des richesses parmi les plus importantes au monde. Selon des chiffres de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des

statistiques (DREES), la France est le pays d'Europe qui a consacré le plus à la protection sociale en 2021 (33,3% de son PIB), devant l'Autriche (31,8 %), l'Italie (31,5 %) et l'Allemagne (31,0 %).

La France fait donc bien partie des pays qui instaurent une pression fiscale parmi les plus importante. En comparaison aux autres pays, les prélèvements obligatoires y sont élevés, en partie à cause des cotisations sociales. En contrepartie, l'Hexagone possède un système de redistribution des richesses plus développé que dans la plupart des pays.

En résumé, les données partagées par les instituts statistiques indiquent clairement que l'Hexagone reste tout en haut de la pyramide des pays avec les prélèvements obligatoires les plus lourds. Et ce, malgré les réductions d'impôts consenties ces dernières années par les exécutifs consécutifs.